

# Journal des traducteurs Translators' Journal

## Vers une presse française

Raymond Grenier

---

Volume 4, numéro 4, 4e trimestre 1959

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1061577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1061577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0316-3024 (imprimé)

2562-2994 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Grenier, R. (1959). Vers une presse française. *Journal des traducteurs / Translators' Journal*, 4(4), 154–158. <https://doi.org/10.7202/1061577ar>

## VERS UNE PRESSE FRANÇAISE\*

Raymond GRENIER, Montréal

Invité à parler du français et du journalisme canadien-français — étant journaliste moi-même — je me sens un peu en porte-à-faux à cette table.

Je suis porté à profiter de l'occasion pour exprimer bien des critiques que je crois fondées. Et pourtant je sais que si je les entendais d'un autre, je serais fort tenté de leur opposer des excuses, de faire valoir des circonstances atténuantes... Des justifications ? Peut-être même, Hegel n'a-t-il pas dit que « le monde fait toujours le mieux qu'il peut faire » ?

Ainsi partagé entre l'envie de beaucoup condamner et de beaucoup excuser, entre ce picotin d'avoine et ce seau d'eau, c'est donc à une sorte de dialectique à la Buridan que je vais avoir recours.

\* \* \*

Je commencerai, si vous le voulez bien, par une constatation générale, qui vaut tout autant en France qu'ici.

C'est que nous sommes sûrs et certains, nous journalistes — au départ — d'être accusés de malmener le français.

Prenez tous les censeurs en titre, de Lancelot à Georgin, en passant par la foule innombrable des sous-Albalat, il n'en est pas un seul qui ne s'offre à tout bout de champ le plaisir assez facile de prendre à partie « ces pelés, ces galeux d'où nous vient tout le mal » — les journalistes. .

Il n'y a pas de raisons pour que cela cesse. Il en est même de fort bonnes pour que ça continue.

Je vais en citer une première.

Dans *Jeux de Mots*, M. René Georgin parle des cas où l'on est autorisé à imprimer les nombres en chiffres arabes. Il y en a sept : calculs, sommes d'argent, numéros d'immeuble, les heures, les quantifiées de mois, les articles d'un règlement officiel et un classement.

Voyez un peu les beaux draps dans lesquels on nous met.

Soit un titre à peine futuriste comme celui-ci :

**SÉOUD LAISSE**  
**97 ORPHELINS**

Dans un caractère gras courant, condensé, cela peut donner un titre d'une colonne en 30 points.

S'il faut écrire *quatre-vingt-dix-sept* au long, vous arriverez à peine à loger ce chiffre dans une seule ligne de 18 points.

\* Exposé fait au cours des stages d'étude en journalisme, Université de Montréal, session 1959.

Dans un autre livre, *Pour du meilleur français*, M. Georgin s'en prend également à ce qu'il nomme « l'initialite ».

Nul doute qu'il ne réprouve l'emploi de « **K** » ou de « **H** » entre guillemets pour désigner MM. Khrouchtchev et Hammarsköld — pour ne pas parler d'« **Ike** » pour Eisenhower.

Or ce sont là, vous le savez, des personnages à 30 . . . , 36 points au minimum. Sur une colonne, comme un stylite, Khrouchtchev à lui seul fait tout juste 30 points en condensé gras. Eisenhower grimpe à 36; le secrétaire de l'O.N.U. est à égalité avec le premier ministre soviétique.

On voit immédiatement que les journalistes vivent constamment en occasion prochaine de péché. Que cela soit correct ou non, il nous faudra dire parfois M. « **K** » ou M. « **H** ». Et imprimer les « **4 Grands** », sans écrire « quatre » au long.

Voici donc une première excellente raison d'être sûrs au départ de ne pas échapper aux foudres des puristes.

\* \* \*

Il en est une deuxième.

Et c'est, bien sûr, que nous maltraitons, en effet, notre langue d'une façon souvent abominable.

Il y a à cela une certaine excuse générale : nous sommes toujours pressés, bousculés par un horaire impitoyable.

Chez nous, au Canada français, où une grande partie de ce qui est publié dans les journaux est directement traduit de l'anglais — soit dans les agences, soit dans les salles de rédaction — cette hâte a eu et continue à avoir des conséquences catastrophiques.

M. Vinay et M. Paré ne me démentiront pas si je dis que la traduction est un art extrêmement difficile.

Or nous nous sommes trouvés, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, *quelques milliers de paysans, plus ou moins ignares, brusquement bombardés traducteurs dans un monde qui, pour comble de malchance, abordait sa révolution industrielle et renouvelait ou développait une partie considérable de son vocabulaire.*

Lorsque l'on songe à ce que cela signifiait, on en vient presque à trouver miraculeux que notre langue ne soit pas plus abâtardie qu'elle ne l'est. Il n'y aurait eu rien d'étonnant à ce qu'elle le fût bien davantage.

Ce qui est, d'ailleurs, une façon de dire qu'elle l'est déjà beaucoup — même si elle n'a pas dégénéré, comme cela aurait pu se faire, dans le sabir illustré avec assez de bonheur par Drummond dans « The Habitant » et « The Voyageur ». Sabir, du reste, dont il reste des traces dans notre langue.

Dans cet abâtardissement, la responsabilité des journalistes canadiens-français a été — il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître — énorme, capitale au sens fort et latin du mot.

Certes, le recrutement des journalistes se faisait jusqu'à tout récemment dans des conditions bien particulières. Il fallait un certain goût de la chose écrite, cela est incontestable. Mais, pour le reste, il suffisait presque, pour se qualifier, de ne pas être analphabète et de ne pas être dévoré par « la maudite soif de l'or ».

A mes débuts, on offrait royalement aux journalistes entre douze et vingt dollars par semaine.

Toutes les nouvelles internationales, financières et industrielles nous parvenaient en anglais — à nous qui, pour la plupart, connaissions à peine cette langue. Il fallait traduire rapidement — c'est-à-dire consulter le moins souvent possible le petit dictionnaire anglais-français acheté de nos propres deniers.

Butait-on sur un mot comme *tile* dans la description des revêtements d'une pièce ? Quelque Cassell pour écoles primaires nous fournissait le mot *tuile* — que nous lancions ainsi avec mille autres de la même farine dans le public.

Et ce travail, cochonné sans malice, se faisait dans un climat spécieux et presque burlesque de nationalisme linguistique où les pires erreurs de l'ignorance acquéraient une sorte de caractère sacré ; où c'était assurer la survivance française en Amérique que de dire : « Il est parti sur une cahuète », au lieu de : « Il est parti sur une peanut » !

\* \* \*

Pourquoi continuerais-je à utiliser l'imparfait pour parler de ces imperfections ?

Comme moi, vous lisez tous les jours de ces articles hâtivement traduits par des gens toujours plus ou moins préparés à ce travail et toujours plus ou moins payés pour le faire.

Comme moi, vous relevez ces milliers de mots qui n'ont de français que l'orthographe, mais qui ne le sont pas dans l'acception qu'on prétend leur donner : *anxieux* (un classique pourtant celui-là, mais toujours envahissant), *officiels*, *officiers*, *exécutifs*, etc., etc.

Enfin, comme moi, vous avez noté cette sorte de formalisme superficiel — héritage du trop fameux abbé Blanchard — qui nous fait repousser (et, accessoirement, reprocher aux Français) les mots à consonnances anglaises — *leader*, par exemple — alors que nous nous accommodons sans difficulté des plus flagrants anglicismes s'ils sont habillés à la française.

Tel qui se cabre devant le mot *catch* pour désigner une sorte de lutte bien particulière, croira parler français en employant le mot *tuile* pour nommer les carreaux qui recouvrent ses planchers ou ses murs. Alors que les tuiles, ce n'est fait que pour se poser sur les toits — et nous tomber sur la tête.

Tel autre se refusera à employer le mot *meeting* — qui ne désigne pas n'importe quelle sorte de réunion — pour rendre le mot américain *rally* auquel il convient assez bien, mais trouvera fort bien de dire *ralliement* qui, lui, ne convient pas du tout.

Comme vous le savez, je pourrais multiplier ces exemples « ad nauseam ».

A quoi bon . . . A quoi bon si nous ne nous mettons pas d'accord tout d'abord sur les résultats auxquels nous visons.

Car l'intérêt d'entretiens comme ceux-ci, sur le français dans la presse canadienne-française, est subordonné à une option préalable, plus élevée et de caractère général.

Si nous ne voyons pas de raisons de cesser de parler de *tuiles* pour désigner des *carreaux* d'employer l'expression *traverse à niveau* non pas

pour indiquer les pièces de bois qui soutiennent les rails, mais le *passage à niveau* — bref, si nous sommes résignés à une sorte de « yiddishisation » de notre langue, alors le titre même de nos entretiens est faux et mensonger le souci dont nous faisons parade.

Nous continuerons à lire des titres comme : **Dénégation que Londres désire lâcher Berlin**. Ou cette autre perle de non-culture, authentique : **Saint-Laurent élu par 68 ballots . . .**

\* \* \*

Mais nous ne sommes pas de ces résignés, j'en suis bien persuadé.

Et, alors, c'est à un véritable travail de Romain que nous sommes conviés — travail proportionnel à l'immense responsabilité que nous avons eue dans le passé dans l'anglicisation camouflée de notre langue.

Pour ne pas en rester à des considérations générales, je me permettrai d'exprimer un certain nombre de voeux.

*Premièrement* — Les agences et les journaux devraient mettre à la disposition de leurs rédacteurs des instruments de travail convenables et les inciter à les utiliser : Harrap, glossaires techniques, dictionnaires des difficultés de la langue française. Et j'inclus dans et caetera l'ouvrage récent d'une autorité que je ne veux pas nommer pour ne pas blesser sa modestie.

Cette documentation devrait naturellement comprendre un dictionnaire français complet. Et j'ajouterai : récent. Car il est étonnant de voir combien nombreux sont les gens pour qui le français s'est figé à la date de leurs dictionnaires Larousse. Et ceux-ci sont parfois fort anciens. Une de ces personnes s'élevait récemment devant moi contre l'emploi du mot *intéressement* pour indiquer une participation des salariés aux bénéficiaires ou à la prospérité d'une entreprise. C'est tout simplement qu'elle n'avait pas la 161<sup>e</sup> édition du petit Larousse.

*Deuxièmement* — Nous devrions tous porter sur nous la liste, bien incomplète, que donne M. Barbeau, dans son livre sur notre parler, des termes que nous employons dans une autre acception que la leur en français — et nous donner le mot pour les répandre dans le public. Ce moyen de réparer nos erreurs passées est facile, l'oeuvre est importante. La traditionnelle ingéniosité journalistique garantit le succès pour peu que nous le voulions.

Dans le même ordre d'idées, le dictionnaire Bélisle peut aussi nous être d'un grand secours. Toutes nos fautes y sont identifiées par une fleur de lis. Il suffit de voir ce signe pour savoir que nous sommes en présence d'un terme ou d'une expression à éviter, sauf peut-être dans une langue familière qui n'est pas faite pour être imprimée. De plus, on trouve généralement à côté le mot ou l'expression correcte.

*Troisièmement* — Je souhaite voir la *Corporation des traducteurs* et les diverses associations professionnelles analogues se pencher sérieusement sur le problème de la traduction des dépêches anglaises destinées à nos journaux. Non pas seulement pour corriger des erreurs. C'est l'organisation elle-même qui devrait retenir leur attention et les inciter à exiger qu'il y soit apporté des changements qui sont, à mon avis, indispensables. Les agences de langue anglaise ont des services de traduction qui fonctionnent

d'une façon satisfaisante en France, en Belgique et en Suisse. On pourrait tirer parti de leur expérience.

Après tout, ceux qui font ici ce travail sont des traducteurs, de même que tout journaliste chez nous est peu ou prou un traducteur, et c'est à bon droit que les associations de traducteurs pourraient s'intéresser à eux pour les aider à obtenir de meilleures conditions de travail, à améliorer leurs textes et, du même coup, à améliorer la tenue française de notre presse là où elle laisse souvent le plus à désirer.

*Quatrièmement* — Enfin, je souhaite que notre presse évolue vers une présentation graphique plus proche de celle des journaux de langue française dans le reste du monde, et notamment en France. Cette évolution peut s'opérer facilement dans les hebdomadaires, où elle est d'ailleurs déjà amorcée. Dans nos journaux, l'habitude rendra les changements plus difficiles.

Et pourtant c'est une habitude anglaise. Nous avons adopté la mise en page anglaise — plus précisément américaine — il y a déjà bien longtemps. Cela veut dire que, pour un titre, nous ne dépassons jamais trois lignes — ou trois « branches », si vous préférez, que ces lignes sont composées dans un seul caractère ayant le même corps ou nombre de points.

La langue anglaise et surtout l'américain s'accommodent de ces contraintes. On s'y passe des articulations grammaticales que le français doit conserver sous peine de se défigurer.

Un journaliste français citait l'autre jour dans un hebdomadaire parisien, *l'Express*, ce titre d'un journal américain : « **UN : OK MAC** ». Ce qu'un rédacteur français ne pourrait rendre qu'en disant tout au long : « **Les Nations Unies approuvent MacArthur** ».

Les journaux français s'arrangent pour loger jusqu'à deux fois plus de mots que nous dans un titre (j'entends sur-titre, titre et sous-titre). Si la seconde ligne est trop longue, on la composera en caractères plus petits — et le titre y gagnera souvent plus de vie, un caractère plus dramatique.

Il en va de même en Belgique et en Suisse.

Et cela s'explique. Notre langue se prête mal aux contorsions auxquelles l'oblige le corset graphique que nous lui avons donné à l'imitation de la presse américaine.

La comparaison entre un journal français d'Europe et n'importe lequel de nos quotidiens permet de constater que les titres à construction passive sont beaucoup plus rares dans le premier que dans le second. C'est un signe entre beaucoup d'autres des conditions défavorables dans lesquelles nous nous sommes placés.

C'est pour cette raison que je me permets d'insister sur ce moyen « existentiel », si j'ose dire, de refranciser notre presse et de conseiller à tous de lire abondamment et régulièrement les journaux français — beaucoup pour arriver à donner un visage plus français à nos journaux et beaucoup aussi pour rester au courant de l'usage actuel de la langue. Car le journalisme vit par nécessité à la frontière indécise du néologisme.

